COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 24-30 Octobre 2015

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Sommaire

Cooperation.....3

Connectivité numerique.....5

Tourisme.....8

Agriculture.....10

Environnement.....13

Economie.....14

Surveillance maritime.....15

Connectivité aérienne.....17

Premieres assises de la scence et de la technologie 18

Santé.....25

Cooperation

MINORITY VOICE
Stand Up & Be Counted

Maurice et Seychelles concluent un ambitieux agenda d'intégration économique

2015/10/24

La 11ième session de la Commission de la Coopération bilatérale Seychelles – Maurice a pris fin ce vendredi 23 octobre 2015 avec la tenue de la réunion ministérielle à Victoria aux Seychelles. Un protocole d'accord traduisant un ambitieux agenda d'intégration économique régionale a été approuvé. Un fonds d'investissement régional a été mis sur pied pour développer des projets et les affaires au niveau de la région. Ce fonds, qui se veut un vecteur de choix dans le processus d'intégration économique des pays de la zone, bénéficiera d'une injection initiale de 15 millions de dollars américains de la part de l'Etat mauricien sous forme de seed capital.

« Nous évoluons de plus en plus vers le principe d'intégration économique. Cela implique un approfondissement des relations entre Les Seychelles, Les Comores, Madagascar, La Réunion et Maurice. Le rapprochement se fait dans le respect de nos partenaires. Nous sommes venus aux Seychelles pour apprendre. Les Seychelles ont une avance notable sur Maurice en matière de la pêche et de l'économie marine. La mission a été très fructueuse et nous permet d'envisager nos rapports avec beaucoup d'optimisme » soutient le ministre des Finances et du Développement économique, M. Vishnu Lutchmeenaraidoo. Celui-ci dirigeait la délégation mauricienne qui comprenait aussi le Chef Commissaire de Rodrigues, M. Serge Clair, et le Secrétaire financier, M. Dev Manraj.

Les nouveaux rapports entre les Seychelles et Maurice seront basés sur le principe de réciprocité. Maurice s'engage à offrir à son partenaire les mêmes facilités que celui-ci aura mises à sa disposition. A titre d'exemple, Maurice devra proposer à une banque seychelloise qui envisagerait une implantation à Maurice les mêmes conditions que celles dont bénéficie la SBM dans le cadre de son projet d'installation dans l'archipel.

Le protocole d'accord ouvre de nouvelles perspectives d'animation économique dans l'axe Maurice – Seychelles.

L'économie marine, la connectivité dans la région, l'investissement régional, les services financiers, les échanges commerciaux, le tourisme, les Tics, le mouvement des professionnels, l'enseignement supérieur et la formation font partie des secteurs qui feront dorénavant l'objet d'échanges plus approfondis entre Maurice et les Seychelles. Rodrigues profitera pleinement de cette nouvelle impulsion aux échanges bilatéraux dans les divers secteurs d'activité.

L'économie océanique, dont Maurice en fait un de ses principaux piliers de croissance, est un créneau majeur de collaboration notamment en matière d'activités entrepreneuriales, de recherche, de l'apport de nouvelles technologies, d'échanges de données, d'information et de connaissances et de développement durable. En sus de leurs Zones économiques exclusives respectives, Maurice et les Seychelles partagent un espace marin, soit le Mascarene Plateau. Les deux Etats comptent mobiliser des fonds conjointement auprès des institutions de financement pour développer les activités de l'économie marine. Aussi, en vue d'améliorer la connectivité marine entre les deux îles, celles-ci apportent leur soutien au projet régional de ligne maritime.

Les Seychelles et Maurice veulent encourager les opportunités d'affaires entre les opérateurs, dont les PME, des deux pays sur le plan des échanges commerciaux et sur le plan de l'investissement. Les filières de la finance, de l'agro-industrie, de la pêche et de l'économie océanique, les Tics et le tourisme, entre autres, sont porteuses de possibilités de collaboration entre les entreprises. Rodrigues compte, pour sa part, exploiter des débouchés sur le marché seychellois pour ses produits.

Le mouvement de professionnels est aussi à l'agenda. Maurice propose de mettre à la disposition de l'île voisine des ressources humaines dans des secteurs qui souffrent d'un manque de main d'œuvre et de compétences. Maurice facilitera ainsi l'embauche de médecins et du personnel paramédical mauriciens aux Seychelles.

Les deux pays s'engagent à renforcer leur coopération dans le domaine de la technologie, de la recherche et de l'innovation en encourageant le transfert de technologies et d'expertise et la formation.

Par ailleurs, dans le but de consolider la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, la SBM a décidé d'offrir cinq bourses d'étude aux étudiants seychellois qui souhaitent entreprendre des études à l'Université de Maurice.

http://www.minorityvoice.info/2015/10/24/maurice-et-seychelles-concluent-un-ambitieux-agenda-dintegration-economique/

Connectivité numerique

COI : Un premier forum régional dédié au numérique

27/10/2015

L'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (UCCIOI) et la Commission de l'Océan Indien organiseront le premier forum régional dédié au numérique du 15 au 17 décembre 2015, à Madagascar, et ce, avec l'appui de l'Agence Française de Développement. *« L'objectif consiste à rassembler toutes les entreprises oeuvrant dans le secteur TIC et les autres secteurs porteurs au niveau de la région de l'Océan Indien en vue de débattre sur l'importance du numérique dans le développement économique du pays »*, a expliqué Gil Razafintsalama, le vice-président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo, qui plus est, le président du GOTICOM lors d'une conférence de presse hier.

Transversale. En fait, *« le secteur des technologies numériques a une action transversale pouvant offrir une multitude de services et permettant une optimisation et une augmentation de la valeur ajoutée des autres secteurs de l'économie productive. Et la contribution des TIC au développement des secteurs porteurs comme le tourisme, l'agriculture, le transport, les finances et la sécurité fera l'objet de discussion dans le cadre de ce premier forum régional »*, a-t-il rajouté. Notons que Madagascar dispose maintenant des infrastructures nécessaires pour l'usage des TIC dans le développement des secteurs d'activité. Mais le coût de la connexion reste encore élevé pour les utilisateurs. Par contre, il faut reconnaître que l'usage du numérique est très développé dans le secteur finance, pour ne citer que la prolifération des mobiles banking.

200 participants. Par ailleurs, une harmonisation entre les besoins de ces secteurs porteurs et les potentialités de capitalisation des entreprises évoluant dans le service numérique s'impose. En revenant sur ce premier

forum régional, près de 200 participants dont 80 opérateurs en provenance des îles voisines seront attendus. La Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar (FCCIM) veillera à ce que toutes les 24 Chambres consulaires réparties dans toutes les régions y participent. En effet, *« la création d'un réseau de Chambres de Commerce au niveau de l'Océan Indien, via l'UCCIOI, permettra une meilleure mobilisation du secteur privé au niveau de la région »*, a conclu Josielle Rafidy, de la FCCIM.

Navalona R.

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2015/10/27/coi-un-premier-forum-regional-dedie-au-numerique/

Le numérique au cœur du développement

27.10.2015

Un forum thématique. Le numérique sera à l'honneur lors du forum régional qui se tiendra à la chambre de commerce et d'industrie à Antaninarenina, à partir de la mi-décembre. « Un évènement économique est organisé chaque année au niveau de l'océan Indien. Cette année, il y aura l'évènement Indien ocean network (ION) ou forum régional. La commission de l'océan Indien et l'union des chambres des commerce de l'océan Indien (UCCOI) décident d'organiser le premier Forum régional dédiéé au numérique », explique Jean Martin Rakotozafy, président de la chambre de commerce et d'industrie à Antananarivo (CCIA), lors d'une conférence de presse, à Antaninarenina, hier. L'UCCOI a choisi cinq thèmes à savoir, la coopération industrielle, la gestion des déchets, le tourisme, la formation portuaire et la nouvelle technologie. Cette année, UCCOI a choisi le thème de la nouvelle technologie. « La grande île a choisi d'organiser ce forum du fait que nous avons des expériences en matière de nouvelle technologie. Durant ce forum, nous parlerons de l'utilisation du numérique dans différents domaines comme l'agriculture, le tourisme, les finances, le transport et la nouvelle technologie », précise Gil Razafintsalama, vice-président de la CCIA. Selon ses explications, Madagascar dispose du capital humain en matière de nouvelle technologie. Ce qui représente un atout important pour l'organisation de ce forum. Ce dernier met en valeur le numérique, du fait

qu'il peut développer d'autres filières. « La force du secteur de technologie numérique est d'être transversal. Cela permet d'augmenter la valeur ajoutée des autres segments de l'économie productive », indique Gil Razafintsalama.
Ce forum est une occasion pour les opérateurs de créer le comité ad hoc régional de l'association de la nouvelle technologie. « Nous mettons en place une structure régionale de développement du TIC. L'objectif est d'élaborer les stratégies nécessaires pour développer les compétences dans l'océan Indien et pour y conquérir le marché », termine Gil Razafintsalama.

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/le-numerique-au-coeur-du-developpement-46563/

COI : Un premier forum régional dédié au numérique

27/10/15

L'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (UCCIOI) et la Commission de l'Océan Indien organiseront le premier forum régional dédié au numérique du 15 au 17 décembre 2015, à Madagascar, et ce, avec l'appui de l'Agence Française de Développement. « L'objectif consiste à rassembler toutes les entreprises œuvrant dans le secteur TIC et les…

http://gasy.net/fr/info/31-presse/midi-madagasikara/206964-coi-un-premier-forum-regional-dedie-au-numerique.html

Tourisme

Maurice : 116 hôtels en activité en juin, et 100.000 visiteurs supplémentaires attendus d'ici la fin 2015

23 Septembre 2015



Selon les derniers chiffres publiés par l'organisme Statistics Mauritius, le parc hôtelier mauricien était composé à la fin du mois de juin 2015 de 116 établissements qui opèrent au cœur du secteur touristique de l'île Maurice. 12.264 chambres étaient ainsi ouvertes à la clientèle. Sept hôtels étaient en travaux de rénovation au 30 juin dernier, dont deux ont depuis rouvert leurs portes à la clientèle. Le nombre de grands hôtels de plus de 80 chambres était de 51 établissements, ce qui représente 76% des chambres proposées. 100.00 visiteurs supplémentaires sont de plus attendus en 2015 si l'on prend compte des chiffres enregistrés durant les huit premiers mois de l'année.De janvier à août, les arrivées touristiques à l'île Maurice comptabilisaient 719.173 visiteurs, contre 651.107 voyageurs pour la même période calendaire de l'année dernière, soit une augmentation de 10,5%.Pour rappel, 1.038.968 touristes ont débarqué à l'île Maurice l'année dernière, soit une croissance de 4,6% en comparaison aux arrivées touristiques enregistrées en 2013 et ses 993.106 touristes recensés.

http://www.indian-ocean-times.com/Maurice-116-hotels-en-activite-en-juin-et-100-000-visiteurs-supplementaires-attendus-d-ici-la-fin-2015_a6036.html

Les touristes en hausse

27 octobre 2015

Au 1er semestre 2015, La Réunion a accueilli 197.400 touristes extérieurs, soit 5,3 % de plus qu'au 1er semestre 2014.

La hausse de la fréquentation est portée par les touristes européens (+ 17 %) et de l'océan Indien (+ 25 %) tandis que les touristes en provenance de France métropolitaine progressent plus modérément (+ 2 %). Les touristes d'agrément, venus principalement pour visiter l'île, et les touristes d'affaires sont plus nombreux (respectivement + 5 % et + 23 %).Grâce à la hausse de la fréquentation, les dépenses totales effectuées au 1 er semestre progressent de 4 %. Pour la première fois depuisle1ersemestre2011,le tourisme d'agrément repart à la hausse (+ 5 %) et atteint 64.300 visiteurs. Le tourisme d'affaires continue de progresser (+23% après +13 % en 2014) et approche la barre des 25.000 visiteurs. Le tourisme affinitaire (visite dans la famille ou chez des amis) reste

stable. Les visiteurs qui viennent pour d'autres motifs (événements culturels ou sportifs, formations, soins, etc.) sont plus de 8.000, en progression de 32 %.

IDW

http://www.agencepresse-oi.com/les-touristes-en-hausse/

Agriculture

Près de 1,9M de personnes en insécurité alimentaire

27 octobre 2015



Près de 1,9 million de personnes, représentant 46% de la population de huit régions, sont en insécurité alimentaire parmi lesquelles plus de 450,000 personnes (12% de la population) sont confrontées à une insécurité alimentaire sévère. Les plus forts taux d'insécurité alimentaire se trouvent dans les régions Androy, Anosy (district d'Amboasary) et Atsimo Andrefana (district d'Ampanihy) au sud du pays, où 380 000 personnes soit 30 % de la population sont affectées. La situation dans le sud est due à la diminution significative des productions vivrières. Cette année, les déficits pluviométriques durant le dernier trimestre 2014 ont beaucoup perturbé le cours de la campagne agricole 2014/2015, selon le rapport de la Mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire 2015 [1] .

Les sept districts les plus affectés dans le sud sont Amboasary, Ambovombe, Beloha, Bekily, Tsihombe, Betioky, Ampanihy. Dans ces districts, les ménages continuent de recourir à des stratégies de survie néfastes dont la vente de leurs biens, notamment les outils de production ; la réduction du nombre de repas ; la consommation d'aliments de

disette (tels que le fruit du cactus rouge) ou la déscolarisation des enfants, pour faire face à la situation.

« Quand les gens ont recours à de telles mesures, leur résilience aux chocs diminue. Il est crucial de poursuivre l'assistance, non seulement pour permettre aux communautés une consommation alimentaire adéquate en période de soudure, mais également pour les aider à recouvrer leurs moyens de subsistance et renforcer leur résilience », affirme de son côté Willem VAN MILINK, Représentant du PAM à Madagascar.

Selon le Représentant de la FAO, Patrice TALLA TAKOUKAM : « Les évaluations menées depuis 2014 ont fait ressortir que les actions menées ou en cours ne sont pas encore suffisantes pour faire face aux situations prévalentes. La situation actuelle nécessite des actions concrètes des différents acteurs œuvrant dans la sécurité alimentaire afin d'aider la population à se relever rapidement et d'éviter une situation plus alarmante».

Le Ministère de l'Agriculture poursuit les actions à travers les projets/programmes de développement en appui au secteur Agricole tels que le projet AROPA.

A partir de novembre jusqu'à la prochaine récolte en février 2016, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) assistera 130 000 des personnes les plus vulnérables dans les districts d'Amboasary, Ambovombe, Tsihombe, Beloha et Betioky. Cette assistance sera réalisée par des distributions de vivres ou d'argent contre la création d'avoirs communautaires, et de vivres aux familles sans force de travail pour renforcer leur résilience et les aider à préparer la campagne agricole. Des suppléments nutritionnels seront donnés aux femmes enceintes et allaitantes et enfants de moins de deux ans pour poursuivre la prévention et le traitement de la malnutrition aigüe modérée. Le PAM appuie également le traitement de la malnutrition aigüe modérée, avec l'Office National de Nutrition et des partenaires tels qu'Action Contre la Faim, pour 7 000 enfants. Un appui logistique a été donné au Programme National de Nutrition Communautaire pour l'acheminement d'urgence par avion d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi pour éviter une interruption du traitement dans la prise en charge de 15 000 enfants malnutris.

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) est intervenue dans le cadre d'une relance agricole d'urgence à travers des distributions de semences améliorées résistantes aux conditions climatiques prévalentes dans le sud (manioc, haricot, niébé, patate douce, cultures maraîchères, etc.) afin de donner une possibilité de ressemis sur plus de 6 000 hectares et favoriser une disponibilité alimentaire d'appoint à plus de 13 000 ménages dans les Régions Anosy et Androy. Le fléau acridien, qui a fait des ravages sur les cultures et pâturages en 2013 et début 2014, est pratiquement contenu grâce aux efforts déployés par le Gouvernement Malagasy et la FAO dans le cadre du Programme triennal de réponse à l'invasion acridienne, avec l'indispensable soutien des bailleurs de fonds.

Ces programmes du Gouvernement à travers le Ministère de l'Agriculture, de la FAO et du PAM contribuent à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable 2 qui est d'éliminer la faim, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable ; et contribuent au renforcement de la résilience des communautés vulnérables aux catastrophes naturelles, notamment en préparation aux éventuels impacts du phénomène El Niño qui affectera le climat de l'ensemble du pays

http://www.agencepresse-oi.com/pres-de-19m-de-personnes-en-insecurite-alimentaire/

Environnement



Week-end Sunlights

WEEK-END - dimanche 25 octobre 2015 58

ENVIRONNEMENT

LAGONS EN DANGER

Les récifs coralliens menacés par le réchauffement et... les crèmes solaires

Les crèmes solaires et de nombreux produits cosmétiques contiennent une substance chimique qui menace les récifs coralliens déjà affectés par le réchauffement climatique, selon une nouvelle étude publiée mercredi aux Etats-Unis.

L'oxybenzone, ou BP-3, est utilisé dans plus de 3.500 produits solaires dans le monde en raison de sa capacité à absorber les rayons ultraviolets. Quand il est libéré dans l'eau par les personnes utilisant ces crèmes, ou rejeté par les égouts côtiers, il pollue les coraux, expliquent des scientifiques. Leur étude paraît dans la revue américaine Archives of Environmental Contamination and Toxicology.

Ces travaux montrent que l'exposition des larves de corail, appelées planulas, à l'oxybenzone entraîne d'importantes déformations morphologiques de ces organismes, endommage leur ADN et agit comme perturbateur endocrinien. Cela a pour conséquence d'enfermer le corail dans son propre squelette, entraînant sa mort. Ces effets ont été observés à différent teneur de cette substance chimique.

Cette recherche a été menée seulement dans les coraux d'Hawaï et des îles Vierges américaines. Mais selon l'étude, jusqu'à 14.000 tonnes par an de crème solaire se retrouvent dans les eaux baignant les récifs coralliens dans le monde, avec des teneurs d'oxybenzone variant de 1 à 10%.

Selon les auteurs, au moins 10% des récifs de la planète qui risquent d'être exposés à de fortes concentrations de cette substance toxique vu qu'ils se trouvent dans des zones touristiques populaires.

Les mesures d'oxybenzone effectuées dans les eaux des récifs coralliens de Hawaï et des îles Vierges américaines, montrent des concentrations allant de 800 parties par milliard à 1.4 partie par milliard, précise l'étude menée par une équipe d'océanologues de Virginie, de Floride, d'Israël, de l'Aquarium national de Baltimore et de l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA).

Ces concentrations sont douze fois plus élevées que la concentration minimale nécessaire pour avoir un impact sur le corail, expliquent ces scientifiques.

L'étude paraît deux semaines après la publication par la NOAA d'un rapport faisant état d'un blanchissement corallien dont l'ampleur sur la planète est la troisième plus forte jamais observée.

Ce phénomène, qui a commencé en 2014, s'étend sous l'effet combiné du réchauffement climatique et de la résurgence du courant chaud du Pacifique El Nino menaçant ces importants écosystèmes marins.

La pollution chimique comme celle de l'oxybenzone diminue la résistance des coraux au blanchissement, ainsi que leurs capacités à se reconstituer.

Selon MarineSafe, une campagne ciblant l'impact de ces produits sur les océans, il pourrait y avoir jusqu'à 82.000 substances chimiques polluantes dans l'environnement marin.

Les massifs coralliens recouvrent moins de 1% des fonds océaniques mais ils sont l'habitat de 25% des espèces de poissons. Les coraux protègent également les côtes et fournissent de la nourriture à environ 500 millions de personnes dans le monde, selon des estimations.

Le Défi plus 24 au 30 oct 2014

Exposition de photos

'Microportraits du peuple caché de nos cultures'. C'est le thème d'une exposition, au Jardin de Pamplemousses, jusqu'au 16 novembre. C'est une inititave de la Commission de l'océan Indien. Les images ont été réalisées par le CIRAD de La Réunion, dans le cadre du programme 'Élargissement et pérennisation du réseau de protection des végétaux', financé à partir du Fonds européen du développement régional (FEDER).

Economie

TAMARIND TRANSLATIONS LTD

CELEBRATING TRANSLATION AND INTERPRETATION EXPERTS IN E.A

Supporting Integration and International Business in East Africa

Nairobi is a hub for international business and development activities in East Africa. Tamarind Translations Ltd is at the heart of these activities that drive the region to new levels of socio-economic growth and prosperity.

Operating in Sweden since 1989, Tamarind Translations was incorporated in Kenya in 2008 after a market survey demonstrated a strong need for professional language services across the region.

The team works from corporate offices at Victoria Towers, coordinating a global network of linguists and providing a unique offering of translation and conference interpreting services. Our main languages are English, Arabic, French, Portuguese, Spanish, Chinese, Kiswahili and Swedish. We can provide translation and interpreting services in most languages. We also offer sign language, transcription, and desktop publishing services.

Our clients range from international agencies such as the UN and AU; regional economic bodies like Comesa and the EAC; specialist agencies like NEPAD, IGAD and Shelter Afrique; blue-chip companies like Google; to international NGOs such as WWF, IPPF, and APHRC. Embassies, and development agencies, among them USAID, IRD and SIDA, also belong to our long list of valued customers.

> **We are pleased with the consistent quality of translation and court interpretation services into French and Arabic provided to our Court.**
>
> *Registrar, Comesa Court of Justice*

This week, we are proud to be serving the UN in the Maldives. Our conference interpretation teams and simultaneous interpretation equipment are regularly used in Ethiopia, Tanzania, Uganda and even further afield, including DR Congo, Ghana, Sudan, South Africa, Swaziland, Seychelles, Comoros and Zambia.

Promotion of the use of translation technologies in East Africa results in close associations with IT giants like Google. We are the official resellers in East, Central and West Africa of the globally used standard translation tool, SDL Trados, and we have trained a unique team of specialists. Working in African languages, such as Kiswahili, Ahmaric and Zulu, they use the latest translation software tools to efficiently localise IT software and websites for international customers targeting local communities.

Our success depends on continued support of local translators through mentorship and training. As we grow, it is our aim to enhance the professional standing of local linguists as well as provide opportunities that enable sustainable income.

Britt-Marie Seex, *Executive chairman*

Tamarind Translations staff are hand-picked for their experience in translation and interpretation services. They are selected for their professional attitude and service-mindedness.

With globalisation and the expansion of the East African Community, many companies in the region are geared towards investing in other non-English speaking states. This requires effective communication with international partners. The same applies to multi-nationals investing in the region. East Africa is a host to many conferences for these international organisations, and this has led to an increased demand for translation and interpretation services.

> **Working with Tamarind Translations during our meetings and workshops for the NEPAD- APRM Heads of State Summit, we were impressed by the professional resource people, quick turnaround times, and overall professionalism.**
>
> *Lillian Mbogo Omolla, CEO, NEPAD Kenya*

In 2014, we relocated our office to Nairobi's corporate hub in Upper Hill. Our dedicated team of project managers, sales and administrative staff, plus high-speed internet connectivity, guarantee our clients fast responses to their inquiries and quality translations with a quick turnaround, maintaining original format and design.

Using our global network of over 1,000 professional translators, our clients receive texts translated by experts in their field, be it in legal, medical, technical, marketing or other subject matter.

The role of translation may not be obvious, but is often critical. For example, our services facilitated international meetings like the EAC secretariat and Trade Mark East Africa workshop for cross-border trade; Comesa regional business forums; UN peace initiatives for the Great Lakes region; and the African Stop Cervical Cancer Conference hosted by the Kenyan First Lady at the KICC with 21 African First Ladies and 2000 delegates.

When Kiswahili became an official language in Kenya in 2010, we were engaged by the Judiciary's National Council for Law Reporting to develop guidelines for translation of legal documents from English to Kiswahili. We continue to work with Comesa Court of Justice and other judicial institutions in the region.

Going the extra mile in every assignment entrusted to us enables us to gain the confidence of our clients, who return to us time and again.

Theophan Marube, *Managing director*

Surveillance maritime

lexpress.mu
online. ontime.

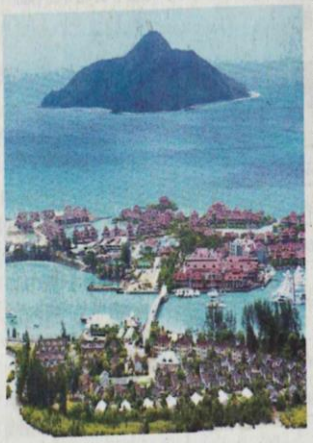
28/10/2015

SEYCHELLES

Lutte contre la piraterie : Mahé inspire trois nations d'Afrique de l'ouest

L'ARCHIPEL de l'océan Indien fait des émules. Après avoir joué un rôle central dans la lutte contre la piraterie maritime autour de la Corne de l'Afrique et dans la région de l'océan Indien, les Seychelles partagent leurs enseignements avec le reste du continent noir.

Trois pays ouest-africains, le Togo, le Ghana et Sao Tomé et Principe, ont signalé leur intérêt de bénéficier de l'expérience des Seychelles. Ces pays s'intéressent surtout au modèle de poursuites maritimes seychellois.



Le Togo, le Ghana et Sao Tomé et Principe s'intéressent à la méthode de poursuites maritimes des Seychelles.

Le fléau de la piraterie avait commencé à sévir dans l'océan Indien à partir de 2005. Il a eu un impact direct sur les secteurs du tourisme et de la pêche aux Seychelles. En conséquence, le pays s'est positionné à l'avant-plan du combat contre la piraterie depuis 2009.

Les Seychelles ont déployé leurs ressources, notamment les forces de défense, les garde-côtes, la police, l'administration pénitentiaire et le système judiciaire, afin de contrer la piraterie. Tandis que les attaques de pirates au large de la grande côte de la Somalie ont diminué, grâce aux efforts de coopération internationale en matière de lutte contre la piraterie, le fléau s'est quant à lui, dans une certaine mesure, propagé à l'Afrique occidentale, et plus précisément dans le Golfe de Guinée.

ARMADA OCCIDENTALE

Même si la piraterie s'est atténuée en Somalie, le chalutage illégal à grande échelle auquel se livrent des navires étrangers au large des côtes somaliennes menace des ressources essentielles à l'économie locale et pourrait pousser à nouveau les communautés côtières vers la piraterie, selon la fondation américaine *One Earth Future*, spécialisée dans la prévention des conflits.

Les bateaux de pêche industrielle étrangers ont provoqué *«un épuisement des stocks, une perte de revenus pour les Somaliens et des violences contre les pêcheurs locaux»*, souligne *One Earth Future* dans un rapport.

Cela risque, avertissent les auteurs du rapport, *«de provoquer un soutien local à un retour de la piraterie»*, phénomène ayant pris son essor au milieu des années 2000 au large de la Somalie, où la surpêche illégale par des navires étrangers, profitant de l'absence d'État et du chaos ambiant, avait poussé de nombreux pêcheurs à rejoindre les gangs de pirates.

Le déploiement d'une armada occidentale et diverses mesures prises par les armateurs – dont la présence de gardes armés à bord – ont eu largement raison de la piraterie somalienne ces dernières années.

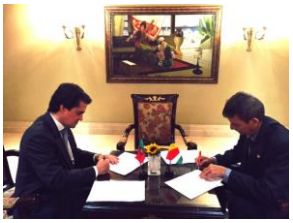
Connectivité aérienne

Seychelles NATION

ICAO Air Services Negotiations (ICAN): Accords to harness more vibrant air transport markets

28-October-2015





A delegation from the Seychelles aviation sector met representatives from 16 countries from Asia, Europe, Africa, North America and the Middle East to discuss bilateral air services arrangements.

The meeting took place in Antalya, Turkey last week.

Seychelles was being represented at this eighth annual aviation event – the International Civil Aviation Organisation (ICAO) Air Services Negotiation – by the Seychelles Civil Aviation Authority (SCAA) chief executive Gilbert Faure, who led the delegation. The team consisted of the Air Seychelles general manager for aero political and public affairs Alan Renaud and SCAA's head of air transport Florence Marengo.

"Our aim remains to establish a liberal legal framework to ease air services operations by commercial operators, as well as to support our national airlines' expansion in terms of routes and codeshare expansion plans, which is slowly paving the way for the development of the Seychelles International Airport as a regional Indian Ocean hub," said Mr Faure.

SCAA took the opportunity offered by this platform to renew agreements with countries including Russia, Israel and Belgium, and concluded new

ones with others such as Denmark, Curacao, Portugal, Côte D'Ivoire and Bulgaria.

The Seychelles delegation has also taken steps to have bilateral discussions with other countries like Turkey, United Arab Emirates, Malaysia, Azerbaijan, United States of America, Thailand, Ireland and Zambia.

"A lot of efforts were this year focused in discussing with European countries so as to rally a more liberalised access to our traditional tourism niche market. In doing so, we are hoping to unleash traffic growth, improve international and reinforce regional connectivity," said Mr Faure. "Seychelles was praised for its achievements in promoting African and regional air connectivity by the ICAO. This is in line with our regional integration objectives as a member state of SADC, Comesa and most especially the **Indian Ocean Commission**," added Mr Faure.

Following the success of the meeting, the minister responsible for transport, Joël Morgan said: "The new agreements concluded last week will contribute to the future prosperity of the country. Today, we have a total of nine scheduled airlines flying to Seychelles, physically linking our country to other countries in the world. A more liberalised air space has proven beneficial for Seychelles creating greater market access in terms of new routes, and greater frequencies which has permitted over 500,000 passenger movements, and more than 6,000 tonnes of cargo movement annually, creating a large number of business opportunities for our people, facilitating the emergence of our small enterprises, ensuring convenience and choice for consumers and easing the way we do business."

"Discussions with Russia for example, are strategic in terms of facilitating our national airline operations to Moscow in the near future given the significant potential of Russian market as an emerging source market globally. Seychelles also met the Turkish Airlines who reiterated their strong intentions to launch operations to Seychelles," continued the minister.

"It is important that, due to the country's strategic location we keep hailing our efforts to strengthen our bilateral relations to ensure we remain at the forefront of our economic and social development on the international scene," he concluded.

This year a record number of 94 member countries attended the forum, which was significantly important as ICAO celebrates the 70th anniversary of the Chicago convention.

http://www.nation.sc/article.html?id=247295

Premieres assises de la scence et de la technologie

Maurice accueille les Premières Assises de la science, de la technologie et de l'innovation de la région

October 29, 2015





La région océan Indien *« demeure la dernière au monde en matière de recherche »*. C'est le constat que pose Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), à l'ouverture des Premières Assises de la science, de la technologie et de l'innovation. Durant deux jours, une centaine de chercheurs, scientifiques, d'entrepreneurs et autres professionnels des pays membres de la COI débattront ensemble.

Leurs tâches ? Ameenah Gurib-Fakim, les a clairement résumées dans son allocution :

– Faire un bilan des travaux de recherches dans la région dans les domaines des sciences (sociales également ;

– Présenter des pistes de développement stratégique ; mais aussi

– Formuler des propositions qui pourraient constituer l'armature d'une feuille de route régionale en matière de recherche.

« En mettant l'accent sur le développement durable, fait ressortir la présidente de la République, *nous pouvons en même temps stimuler l'innovation qui, à son tour, favorisera le progrès. »* Pour cela, il faut, dit-elle, investir dans l'éducation, la formation, la recherche et l'innovation.

Nos pays sont, certes, de petits territoires. Nous pouvons cependant, avance Jean Claude de l'Estrac, nous inspirer de nations aux profils similaires, *« souvent dépourvu[e]s de richesses naturelles ».* Mais qui peuvent se vanter de *« traditions de recherches qui ont su se forger une identité scientifique »,* à l'instar de la Corée du Sud, de la Nouvelle-Zélande ou encore de Hong-Kong.

la vidéo cliquez sur le lien ci-dessous….

http://ionnews.mu/video-maurice-accueille-les-premieres-assises-de-la-science-de-la-technologie-et-de-linnovation-de-la-region-2910/

lexpress.mu
online. ontime.

28/10/20



PREMIÈRES ASSISES DE LA SCIENCE À BALACLAVA

L'innovation au chevet de la croissance et des emplois

Innover, «casser le moule» et faire autrement. Tels sont les objectifs des premières assises de la Science, de la technologie et de l'innovation en Indianocéanie, qui se tiennent demain et vendredi, à Balaclava.

DANS cette partie du monde, nous sommes plutôt pauvres en innovation. Pourtant en mobilisant de nouvelles technologies et en innovant, nous pouvons réaliser des gains de productivité susceptibles de booster notre compétitivité au sein de l'économie mondialisée.

L'express a maintes fois fait ressortir que dans notre cheminement vers un produit national brut/tête supérieur, davantage doit être fait pour libérer les facettes de la compétitivité. Le dernier rapport du Fonds monétaire international sur la compétitivité indique que Maurice est à la 65e place mondiale (en ce qui concerne l'habileté à utiliser les TIC et à mobiliser les nouvelles technologies). Comme d'autres pays de la zone océan Indien, nous sommes en fait en repli régulier depuis une dizaine d'années.

La capacité d'innover (et de «casser le moule») est d'ailleurs l'un des principaux objectifs des premières assises de la Science, de la technologie et de l'innovation en Indianocéanie, qui se tiennent demain et vendredi à Balaclava.

L'idée est de nous ouvrir aux vents de la modernité technologique – l'innovation n'est pas l'invention mais elle est une manière de faire autre, explique le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, en marge de l'ouverture de ces premières assises. Selon lui, cet événement marque la volonté régionale d'insérer la région dans le réseau mondial des producteurs de recherches et de découvertes.

Catherine Bréchignac, scientifique française de renom, donnera la conférence inaugurale.

«L'innovation est un facteur déterminant de la croissance et des performances de l'économie mondialisée. Elle donne naissance à de nouvelles technologies et à de nouveaux produits qui aident à répondre aux enjeux mondiaux comme ceux de la santé ou de l'environnement», note du reste le document de synthèse des premières assises. *«En transformant les modalités de production des biens et de prestation des services, elle stimule la productivité, crée des emplois et contribue à améliorer la qualité de vie des citoyens.»*

Inaugurées par Ameenah Gurib Fakim, ces premières assises scientifiques réuniront une centaine de participants des cinq pays membres de la COI dont des chercheurs, universitaires, entrepreneurs ou économistes. Outre de passer en revue les grands enjeux scientifiques, ces assises permettront de réfléchir aux moyens de mobiliser la recherche et de stimuler l'innovation en faveur du développement durable. Elles vont surtout évaluer les acquis de la région en matière de sciences et de capacités à innover, et à identifier les priorités de recherche au regard des défis communs économiques, sociaux et environnementaux. Elles cherchent aussi à promouvoir toute action de partenariat entre acteurs publics et privés.

La conférence inaugurale sera donnée par Catherine Bréchignac, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences de France. Les assises verront aussi la participation de conférenciers reconnus comme Ramesh Caussy, spécialiste de la robotique, Dhanjay Jhurry (Biomedical and Bimaterials Research), Andriakoto Ratozamanana (Habaka Madagascar Innovation Hub), Frederic Cadet du conseil régional de La Réunion et Jean-Marc Chataigner, directeur général délégué de l'Institut de recherche pour le développement.

N. S.

BRÉCHIGNAC : «OUVRIR DE NOUVEAUX HORIZONS DE CONNAISSANCE»

« Lorsque Jean Claude de l'Estrac a sollicité l'Académie des sciences pour soutenir la COI dans son projet des Premières assises de la science, de la technologie et de l'innovation en Indianocéanie j'ai pensé qu'il s'agissait là d'une occasion unique d'appuyer une initiative porteuse pour la France et pour l'Indianocéanie, reliées par une histoire commune et un présent partagé. La science et l'innovation ne sont plus cantonnées aujourd'hui aux laboratoires et aux entreprises des pays du Nord. Au cœur de l'océan Indien, à la charnière entre les grands pôles de croissance asiatiques et africains, les pays de la Commission de l'océan Indien ont une carte à jouer pour s'inscrire dans ce réseau complexe, créateur de richesses matérielles et immatérielles, que sont la science, la technologie et l'innovation. Il faut de la volonté politique. Ces Assises, organisées par la Commission de l'océan Indien, nous permettent d'ouvrir ensemble de nouveaux horizons de connaissance et de croissance durable.» Catherine Bréchignac, Ambassadeur délégué à la Science, la Technologie et l'Innovation, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences de France.

Junior Account
les Rupys
Économiser, c'est fun !
Salut, nous sommes les Rupys : Païsa, Sue, Cash et Lingot.
Nous allons t'apprendre plein d'astuces pour te montrer qu'épargner, c'est fun !
Alors demande vite à maman ou à papa de t'accompagner dans une agence MCB pour en savoir plus !

Le Défi QUOTIDIEN

Maurice sera à l'heure de la science et de la technologie les 29 et 30 octobre. Le pays accueille, en effet, les premières assises de la science et de la technologie à l'initiative de la Commission de l'océan Indien (COI).



Assises de la science et de la technologie

L'Indianocéanie en quête de renouveau

Une centaine de scientifiques, chercheurs, représentants d'institutions techniques, entrepreneurs, professionnels des cinq pays membres de la COI (Comores, Madagascar, Réunion, Seychelles et Maurice) seront présents à l'hôtel Intercontinental, à Balaclava, pour les premières assises de la science et de la technologie, ce jeudi et demain. Les débats s'articuleront autour des grands enjeux scientifiques et technologiques de l'indianocéanie, de l'entrepreneuriat au service de l'innovation et du développement de nos territoires. Les sujets qui seront abordés : science, éducation et société ; recherche coopération et développement ; et science, technologie et innovation ; et la contribution du secteur privé.

Selon le secrétaire général de la COI, Jean-Claude de L'Estrac, la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation est de nature à enrichir considérablement l'action de la COI en ce qu'il s'agit du développement durable dans la région de l'océan Indien. D'où l'initiative de ces premières assises. Selon lui, « cela marque de façon symbolique notre volonté collective d'insérer l'indianocéanie dans le réseau mondial des producteurs de recherche et de découvertes et de la faire ainsi participer activement à l'économie de la connaissance génératrice de croissance et d'emplois ».

Les discussions auront pour objectifs d'évaluer les acquis régionaux en matière de science et les capacités nationales et régionales à innover ; identifier les priorités de recherche et d'innovation pour l'indianocéanie au regard de ses défis économiques, sociaux et environnementaux ; et amplifier et étendre les réseaux scientifiques en indianocéanie dans le but de créer une plateforme Éducation - Recherche au sein de la COI.

Ces assises verront la participation d'éminents chercheurs ainsi que celle de la présidente de la République, Ameenah Gurib-Fakim. Elle sera présente à la cérémonie d'ouverture prévue ce jeudi matin en compagnie de Jean-Claude de l'Estrac et de Matthieu Discour, directeur de l'Agence française de développement (AFD) qui finance le projet.

À l'issue des deux jours de discussions, sont attendues des pistes de développement stratégique dans les domaines de la santé, l'économie bleue, l'agronomie, les applications spatiales et les sciences humaines.

Jean-Marie St Cyr
jeanmarie@defimedia.info

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION



INDIANOCÉANIE | Hôtel Intercontinental

Une centaine de participants attendus aux premières Assises de la Science

Une centaine de participants de cinq pays membres de la Commission de l'océan Indien sont attendus à Maurice cette semaine pour les premières Assises de la Science, de l'Innovation et de la Technologie en Indianocéanie qui seront organisées à l'hôtel Intercontinental les 29 et 30 octobre prochains.

Pendant deux jours, chercheurs, universitaires, dirigeants d'instituts de recherche, entrepreneurs, économistes, urbanistes, pédagogues, médecins discuteront des grands enjeux scientifiques de l'Indianocéanie et des moyens de libérer le potentiel de croissance durable que représente l'économie de la connaissance.

L'inauguration officielle des Assises de la Science, de la Technologie et de l'Innovation en Indianocéanie sera effectuée par la présidente de la République Ameenah Gurib-Fakim.

« Je suis convaincu que la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation est de nature à enrichir considérablement notre action pour le développement durable de notre région. C'est de cette conviction profonde qu'est né le projet de ces premières Assises de la Science de la Technologie et de l'Innovation en Indianocéanie. Cet événement marque de façon symbolique notre volonté collective d'insérer l'Indianocéanie dans le réseau mondial des producteurs de recherche et de découvertes et de la faire ainsi participer activement à l'économie de la connaissance, génératrice de croissance et d'emplois », a déclaré le secrétaire de la COI, Jean-Claude de l'Estrac.

Pour Catherine Brechignac, ambassadeur délégué à la Science, la Technologie et l'Innovation et secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences de France, ces assises constituent *« une occasion unique d'appuyer une initiative porteuse pour la France et pour l'Indianocéanie, reliées par une histoire commune et un présent partagé »*. *« La science et l'innovation ne sont plus cantonnées aujourd'hui aux laboratoires et aux entreprises de pays du Nord. Au cœur de l'océan Indien entre les grands pôles de croissance asiatiques et africains, les pays de la COI ont une carte à jouer pour s'inscrire dans ce réseau complexe créateur de richesses matérielles et immatérielles que sont la science, la technologie et l'innovation. Il y faut de la volonté politique. Ces assises, organisées par la Commission de l'océan Indien, nous permettent d'ouvrir ensemble de nouveaux horizons de connaissance et de croissance durable »*, a-t-elle poursuivi.

Catherine Brechignac donnera un discours inaugural à l'occasion de l'ouverture des assises jeudi prochain.

Les Assises de la Science seront l'occasion d'évaluer les acquis régionaux en matière de sciences et de capacité nationale et régionale à innover ; d'identifier les priorités de recherche et d'innovation pour l'Indianocéanie au regard de ses défis économiques, sociaux et environnementaux ; d'apporter de nouvelles compétences scientifiques aux politiques publiques en recherche et innovation ; de favoriser la coopération entre les institutions de recherche et d'enseignement supérieur de la région ; d'amplifier et étendre les réseaux scientifiques de la recherche et de l'innovation en Indianocéanie, notamment en vue de créer une plateforme d'éducation-recherche au sein de la COI et de promouvoir toute action de partenariat entre acteurs publics et privés en matière de recherche et d'innovation.

Les assises verront la participation de conférenciers, chercheurs et entrepreneurs reconnus dont Ramesh Caussy, président et fondateur de Parteniring 3.0, spécialiste de la robotique ; Frédéric Cadet, vice-président du Conseil régional de La Réunion, chargé des relations internationales, de la coopération, de l'innovation et de la recherche ; Jean-Marc Châtaignier, directeur général délégué de l'Institut de recherche pour le développement ; Dhanjay Jhurry, fondateur et directeur de l'ANDI centre for Excellence for Biomedical and biomaterials research ; et Hrinjaka Andriankoto Ratozamanana, directeur du Habaka Madagascar Innovation Club.

Enseignement supérieur – Les chercheurs se mettent au rythme du développement

23.10.2015



Les scientifiques malgaches doivent résoudre une sérieuse équation dans leurs travaux. Ils ont à trouver des solutions aux maux qui minent la société à travers le peu de ressources dont ils disposent.

Recherche rime avec développement. C'est le défi lancé par les chercheurs en exposant les fruits de leurs travaux sur l'esplanade d'Ankatso. C'était la semaine dernière. Il ne faut pas toutefois s'attendre à de « grandes » innovations. Les chercheurs semblent en quête de réponses pratiques face aux problèmes quotidiens des Malgaches. Pour la faculté de Médecine, les recherches en cours s'orientent davantage vers le paludisme, telles « L'étude d'évaluation des effets indésirables des antipaludiques en milieu hospitalier à Madagascar » ou« L'étude de la pertinence du traitement préventif intermittent chez la femme enceinte dans les zones à basse transmission du paludisme ».La maladie reste ainsi au cœur de l'actualité. Selon la direction du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) l'épidémie fait encore des ravages. « Entre le mois de janvier et la fin du mois de mai de cette année, l'épidémie de paludisme a frappé 212 923 personnes. Cent quatre- vingt sept décès sont enregistrés dans les formations sanitaires du pays. Et trente-et-un districts ont vu leur taux de positivité augmenter, durant la saison épidémiologique », a indiqué la direction du PNLP.Toutefois, la recherche ne dépend pas toujours des besoins du pays. Faute du soutien de l'État, les chercheurs doivent se plier aux humeurs des bailleurs de fonds. Alors que la peste ne menace pas les seuls habitants, mais également l'économie du pays, à en juger les témoignages des opérateurs touristiques, les recherches pour endiguer ce fléau restent timides à l'exception de celle menée par l'Institut Pasteur de Madagascar. Aussi, n'est-il pas étonnant de constater de multitudes

recherches relatives à l'environnement et au changement climatique lors du Salon de la recherche.« C'est le thème qui intéresse les bailleurs aujourd'hui dans les pays en voie de développement », regrette Ruffin Manasina de l'École doctorale de Physique et applications. De l'École à l'École supérieure polytechnique d'Antananarivo en passant par la faculté des Lettres et sciences humaines, à la faculté de Droit, économie, gestion et sociologie ainsi que la faculté des Sciences, les travaux de recherches sur cette thématique occupent une place importante dans l'exposition. C'est sans doute pourquoi Patrice Rouen, un opérateur économique dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication, est un peu déçu. « J'avais espéré qu'il y aurait des recherches sur la bioinformatique, mais les étudiants m'ont indiqué qu'il n'y a pas assez d'équipements pour développer ce projet dans leur école », déplore-t-il.



L'agroalimentaire occupe toujours une place dans la recherche.
Une semaine consacrée à la science en Indianocéanie

Pour la première fois, la Commission de l'océan Indien organise une semaine autour de la Science en Indianocéanie. Du 26 au 30 octobre, épidémiologistes, médecins et vétérinaires, chercheurs et universitaires, agronomes, entrepreneurs et urbanistes se réuniront à l'hôtel Intercontinental de Balaclava à Maurice autour de deux événements qui mettront à l'honneur « la science, l'innovation et la technologie comme vecteurs de développement ». Quelques chercheurs malgaches y prendront part, à savoir Henriette Ratsimbazafimahefa Rahantalalao, présidente du conseil d'établissement de la faculté de Médecine d'Antananarivo, vice-doyenne chargée des Sciences et médecine vétérinaires et experte auprès de l'OMS. Elle épluchera le thème « Des nouvelles technologies pour l'amélioration de la qualité des soins en Indianocéanie ». Harinjaka Andriankoto Ratozamanana, directeur général

de Habaka Madagascar Innovation Hub, participera à la table-ronde sur les grands enjeux scientifiques et technologiques de l'Indianoceanie.

Solution à moyen terme – Un fonds national de la recherche à mettre en place

Dans la politique générale de l'État, en mai 2014, la finalisation et l'officialisation de la stratégie nationale de la recherche sont considérées comme un défi à relever pour renforcer le système éducatif et la formation professionnelle. La stratégie nationale élaborée en 2013 vise à donner un environnement favorable aux chercheurs. Car la recherche, explique le document, est faiblement soutenue, politiquement et financièrement, au cours de toutes ces dernières années. « Les dépenses publiques dans l'enseignement supérieur et la recherche représentaient 13 % du budget de l'ensemble du secteur éducatif en 2012, soit moins de 0,3 % du Produit intérieur brut », indique toujours le document.Cette situation place Madagascar dans les pays qui consacrent une très faible part de leurs ressources dans l'enseignement supérieur. Les ressources publiques consacrées aux centres nationaux de recherche sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique ne représentent également qu'environ 0,04 % du budget de l'État en 2012. Les propositions du plan d'actions de Lagos, en 1980, réaffirmées en janvier 2007, durant le Sommet de l'Union Africaine, demandent pourtant «instamment à tous les pays de consacrer, d'ici à 2020, au moins 1 % de leur produit intérieur brut à la recherche et au développement». Des solutions sont avancées pour financer les centres de recherches comme la mise en place d'un fonds national de la recherche. Ce fonds doit être envisagé comme une solution viable à moyen et à long termes. « Celui-ci appelle le concours de plusieurs secteurs intéressés qui contribuent dans une sorte de «basket fund» où l'État, les partenaires nationaux et internationaux, le secteur privé, les autres utilisateurs du potentiel et des produits de la recherche participent selon la stratégie nationale de la recherche. »Pour promouvoir les travaux de recherche, des efforts importants de communication intensive ont été également prévus. « La valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation nécessite le renforcement et la promotion des structures nationales d'édition et de publication », reconnait le document national.Six thèmes prioritaires sont définis dans la stratégie nationale, entre autres, la recherche citoyenne, la recherche balisée par une stratégie de diagnostic et ayant une capacité de réponse, la recherche soucieuse de l'environnement qui considère la dimension humaine, la recherche adaptée au contexte qui prévaut et qui contribue à la réduction de la pauvreté, la recherche qui priorise l'approche genre, la recherche ancrée dans les priorités du développement national et inscrite dans une perspective de développement durable. Selon une source au sein du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, la concrétisation de cette stratégie est en cours.

« Il faut néanmoins beaucoup de volonté politique et de volonté des enseignants et étudiants des universités pour mettre sur pied ce programme. Si nous passons notre temps à résoudre les revendications incessantes, nous n'arriverons pas à relever ces beaux défis », interpelle lehautresponsable.
http://www.lexpressmada.com/blog/magazine/enseignement-superieur-les-chercheurs-se-mettent-au-rythme-du-developpement-46299/

Santé

A.P.O.I
Agence de Presse de l'Océan Indien

Journées de la Veille sanitaire

28 octobre 2015



La troisième édition des journées de la Veille sanitaire dans l'océan Indien, organisée par la Commission de l'océan Indien avec le soutien de l'Agence française de développement, a été officiellement ouverte le 26 octobre par Anil Gayan, ministre de la Santé et de la Qualité de la vie de Maurice, Mahen Seeruttun, ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire de Maurice, Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Laurent Garnier, ambassadeur de France, et Matthieu Discour, directeur de l'Agence française de développement.

Ce rendez-vous régional autour la veille sanitaire réunit une centaine d'épidémiologistes, médecins, vétérinaires, virologues, microbiologistes et représentants des institutions de santé, dont l'Organisation mondiale de la Santé, du 26 au 29 octobre à Balaclava, Maurice.

Pour Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI, l'engagement de la COI en faveur de la santé publique est d'autant plus crucial que les

questions sanitaires sont « *un enjeu de développement et un défi de la mondialisation* » auxquels les îles de l'Indianocéanie, particulièrement vulnérables, doivent pouvoir répondre. De son point de vue, la seule réponse efficace est collective. C'est ce que démontre le projet Veille sanitaire de la COI qui structure le réseau SEGA One Health réunissant 250 professionnels en santé publique (épidémiologistes, médecins, vétérinaires, virologues, microbiologistes…), forme des épidémiologistes de terrain, facilite les moyens de riposte face aux urgences, équipe les laboratoires des pays membres, entre autres.

Le ministre de la Santé a rappelé combien l'action régionale en santé publique contribue au développement de la région. A cet égard, Anil Gayan a réitéré le plein engagement des autorités de santé de Maurice dans cet axe stratégique de la coopération régionale. « *Il est dommage que le monde soit mieux préparé à faire face à des conflits armés qu'aux risques sanitaires* », a-t-il regretté avant d'insister sur la plus-value de l'action concertée de la région face aux menaces sanitaires partagées.

Mahen Seeruttun, ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, a salué le lien tissé entre les services vétérinaires et ceux de santé humaine dans le cadre du projet. Et pour cause : 75% des maladies émergentes et 60% des maladies infectieuses chez l'homme sont d'origine animale. Cette approche globale de la santé, a-t-il dit, contribue à renforcer nos systèmes d'alerte et de gestion des risques sanitaires.

Les menaces sanitaires se multiplient notamment du fait « *des changements climatiques* », a remarqué l'ambassadeur de France. Aussi, il semble crucial d'intégrer à cette mobilisation régionale l'impact des changements climatiques et des risques naturels dans le domaine de la santé.

Pour Matthieu Discour, le projet Veille sanitaire de la COI, et avant lui le projet de Surveillance et d'Investigation des épidémies (RSIE – 2009 à 2013) également financé par l'AFD, répond bien aux besoins des pays de l'Indianocéanie et a permis aux Etats d'améliorer les capacités de surveillance, d'alerte et de riposte. En outre, il a indiqué l'intérêt de l'AFD à approfondir son partenariat avec la COI en matière de santé au travers d'un future projet qui intégrerait, d'ici 2017, santé, recherche scientifique et innovation, gestion des risques naturels, changements climatiques et réponses en situation d'urgence.

http://www.agencepresse-oi.com/journees-de-la-veille-sanitaire/

Le Matinal du 29/10/2015



LM ACTUALITÉ

[VEILLE SANITAIRE]

L'ambassadeur de France parle du changement climatique

"Je félicite les organisateurs de cette 3e journée de veille sanitaire, qui permettent des échanges d'expérience et de pratiques entre experts de la région mais aussi avec des experts internationaux. C'est donc un rendez-vous important pour les membres du réseau SEGA One Health afin de mieux faire connaître ses activités", a déclaré Laurent Garnier, ambassadeur de France à Balaclava à Balaclava.

"Avant d'aborder l'avenir du réseau, je voudrais évoquer deux questions d'actualité qui mettent en lumière l'importance de la veille sanitaire et l'épidémiologique. L'impact du changement climatique sur les risques sanitaires de demain. Le changement climatique devrait avoir des effets sur l'épidémiologie de nombreuses maladies qu'il affectera différemment selon les régions du monde", a-t-il souligné.

Selon le GIEC, le réchauffement climatique aura des répercussions sur la santé des populations vivant dans les régions tropicales. En Afrique par exemple, la hausse des températures favorise la prolifération de moustiques et l'extension de leurs aires de répartition et les populations seront davantage exposées à des maladies comme le paludisme, la dengue, la fièvre de la vallée du Rift ou encore la fièvre West Nile et d'autres infections transmises par les insectes.

Le changement climatique aura des incidences sur la santé humaine, à la fois directes - les effets physiologiques de la chaleur et du froid - et indirectes - découlant par exemple de la modification des comportements humains, à savoir migration forcée et allongement du temps passé à l'extérieur entre autres, de la transmission accrue de maladies d'origine alimentaire ou vectorielle ou d'autres conséquences du changement climatique comme les inondations ou les cyclones, a affirmé l'ambassadeur de France.

"Les îles de l'océan Indien sont particulièrement vulnérables aux conséquences prévisibles du changement climatique tant en terme climatique, économique, alimentaire que sanitaire. La crise sanitaire Ebola, un prélude aux crises du futur. Les changements environnementaux liés à l'activité humaine donnent et vont donner aux virus et bactéries de multiples conditions favorables d'émergence. Le taux d'émergence de nouvelles maladies n'a jamais été aussi élevé. Cette tendance devrait encore s'accentuer dans un futur proche", a-t-il dit.

Il est donc plus que jamais nécessaire de développer et maintenir des systèmes de surveillance capables de détecter précocement des signaux sanitaires inhabituels, de disposer d'équipes d'épidémiologistes à même d'investiguer ces signaux et de rechercher activement les cas et de laboratoires pour confirmer le diagnostic. Sur les 194 pays membres de l'Organisation mondiale de la santé, seuls 64, moins du tiers, disposent de ces capacités essentielles pour l'alerte et la réponse.

L'exemple du Sénégal, du Nigeria et du Mali lors de l'épidémie d'Ebola est emblématique. Ces pays, aux systèmes de santé fragiles, avaient des systèmes d'alerte et d'investigation efficaces et ont considéré les premiers cas importés d'Ebola comme une urgence nationale. Ils ont réussi ainsi à contenir et stopper la diffusion du virus.

L'expérience et les connaissances des épidémiologistes de terrain sont essentielles à la détection d'épidémie performante et à une réponse efficace. Ils ne sont pourtant pas assez nombreux.

Le réseau SEGA

Le maintien du réseau SEGA (Surveillance des Épidémies et Gestion des Alertes de l'Océan Indien) à l'issue du projet Veille sanitaire nécessitera un engagement fort de tous les États membres, politique mais aussi financier afin de doter le secrétariat général de la COI d'une Unité de Veille sanitaire permanente.

En matière de partage d'information sanitaire, le réseau SEGA donne aujourd'hui son rythme à la surveillance épidémiologique des États membres à travers ses visio-conférences et bulletins hebdomadaires et son portail Internet. Il a démontré sa capacité à partager et à protéger des données sensibles.

Des progrès doivent encore être faits en matière de mutualisation des ressources notamment dans le domaine du laboratoire et des capacités diagnostiques accessibles aux structures sanitaires de la région. Au stade de développement actuel du réseau, et compte tenu de la capacité des États membres, le lien entre surveillance et alerte d'une part, et la réponse aux épidémies et aux crises sanitaires d'autre part, est encore à construire au niveau régional. Dans cette optique l'UVS a identifié les moyens d'une réponse régionale qui passera par plusieurs partenaires.

Au niveau international, le projet de veille sanitaire et le réseau sont en cohérence avec la stratégie de l'OMS, l'approche "Une seule santé" et la mise en œuvre du nouveau règlement sanitaire international.

"La formation des épidémiologistes de terrain (formation de 2 ans basée sur l'acquisition de compétences par l'apprentissage) doit être maintenue, des sources de financement devront être identifiées. L'appui des États membres et des bailleurs est indispensable ; pour mémoire, de 2011 à 2017, le programme de formation des épidémiologistes de terrain de l'océan Indien aura concerné un total de 25 épidémiologistes régionaux. Cette formation répond au besoin d'épidémiologistes de terrain des États de la région", a déclaré l'ambassadeur de France.

clicanoo.re
Le Journal de l'île de la Réunion

3èmes Journées de la veille sanitaire dans l'océan Indien

28 octobre 2015



La troisième édition des journées de la Veille sanitaire dans l'océan Indien, organisée par la Commission de l'océan Indien avec le soutien de l'Agence française de développement, a été officiellement ouverte lundi dernier par Anil Gayan, ministre de la Santé et de la Qualité de la vie de Maurice.

Ce rendez-vous régional autour la veille sanitaire réunit une centaine d'épidémiologistes, médecins, vétérinaires, virologues, microbiologistes et représentants des institutions de santé, dont l'Organisation mondiale de la Santé, du 26 au 29 octobre à Balaclava, Maurice.

Pour Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI, l'engagement de la COI en faveur de la santé publique est d'autant plus crucial que les questions sanitaires sont « un enjeu de développement et un défi de la mondialisation » auxquels les îles de l'Indianocéanie, particulièrement vulnérables, doivent pouvoir répondre. De son point de vue, la seule réponse efficace est collective. C'est ce que démontre le projet Veille sanitaire de la COI qui structure le réseau SEGA One Health réunissant 250 professionnels en santé publique (épidémiologistes, médecins, vétérinaires, virologues, microbiologistes…), forme des épidémiologistes de terrain, facilite les moyens de riposte face aux urgences, équipe les laboratoires des pays membres, entre autres.

Le ministre de la Santé a rappelé combien l'action régionale en santé publique contribue au développement de la région. A cet égard, Anil Gayan a réitéré le plein engagement des autorités de santé de Maurice dans cet axe stratégique de la coopération régionale. « Il est dommage que le monde soit mieux préparé à faire face à des conflits armés qu'aux risques sanitaires », a-t-il regretté avant d'insister sur la plus-value de l'action concertée de la région face aux menaces sanitaires partagées.

Les menaces sanitaires se multiplient notamment du fait « des changements climatiques », a remarqué l'ambassadeur de France. Aussi, il semble crucial d'intégrer à cette mobilisation régionale l'impact des changements climatiques et des risques naturels dans le domaine de la santé.

Pour Matthieu Discour, le projet Veille sanitaire de la COI, et avant lui le projet de Surveillance et d'Investigation des épidémies (RSIE – 2009 à 2013) également financé par l'AFD, répond bien aux besoins des pays de l'Indianocéanie et a permis aux Etats d'améliorer les capacités de surveillance, d'alerte et de riposte. En outre, il a indiqué l'intérêt de l'AFD à approfondir son partenariat avec la COI en matière de santé au travers d'un future projet qui intégrerait, d'ici 2017, santé, recherche scientifique et innovation, gestion des risques naturels, changements climatiques et réponses en situation d'urgence.

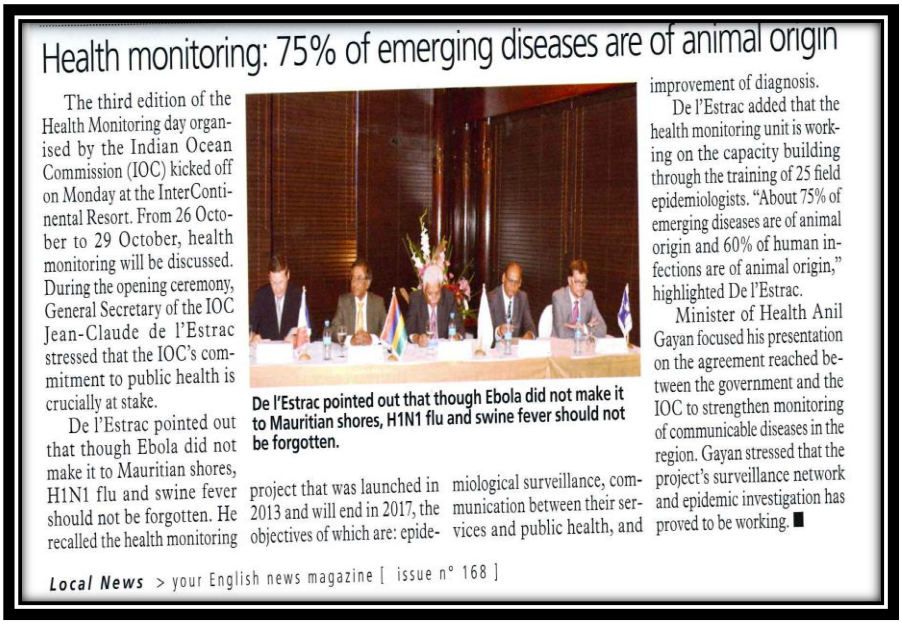
La cérémonie d'ouverture des troisièmes journées de la Veille sanitaire dans l'océan Indien a été marquée par la remise de certificats à neuf épidémiologistes de terrain formés durant deux ans par l'Unité de veille sanitaire de la COI.

D'ici la fin du projet en 2017, ce sont 25 épidémiologistes de terrain qui seront formés pour la région.

http://www.clicanoo.re/497041-3emes-journees-de-la-veille-sanitaire-dans-l-ocean-indien.html

Weekly
Your English news magazine

29 Oct – 4 Nov 2015



Health monitoring: 75% of emerging diseases are of animal origin

The third edition of the Health Monitoring day organised by the Indian Ocean Commission (IOC) kicked off on Monday at the InterContinental Resort. From 26 October to 29 October, health monitoring will be discussed. During the opening ceremony, General Secretary of the IOC Jean-Claude de l'Estrac stressed that the IOC's commitment to public health is crucially at stake.

De l'Estrac pointed out that though Ebola did not make it to Mauritian shores, H1N1 flu and swine fever should not be forgotten. He recalled the health monitoring project that was launched in 2013 and will end in 2017, the objectives of which are: epidemiological surveillance, communication between their services and public health, and improvement of diagnosis.

De l'Estrac added that the health monitoring unit is working on the capacity building through the training of 25 field epidemiologists. "About 75% of emerging diseases are of animal origin and 60% of human infections are of animal origin," highlighted De l'Estrac.

Minister of Health Anil Gayan focused his presentation on the agreement reached between the government and the IOC to strengthen monitoring of communicable diseases in the region. Gayan stressed that the project's surveillance network and epidemic investigation has proved to be working. ■

De l'Estrac pointed out that though Ebola did not make it to Mauritian shores, H1N1 flu and swine fever should not be forgotten.

Local News > your English news magazine [issue n° 168]

AFRIQUE360°

Les professionnels de la santé publique de l'Océan Indien en réunion à Maurice

28 oct, 2015



Balaclava, Maurice (PANA) – La 3ème édition des Journées de la Veille sanitaire dans l'Océan Indien, un rendez-vous régional qui réunit une centaine d'épidémiologistes, de médecins, de vétérinaires, de virologues, de microbiologistes et de représentants des institutions de santé,

organisée par la Commission de l'Océan Indien (COI), se tient actuellement à Balaclava, dans le nord de l'Île Maurice, a constaté la PANA sur place.
A cette occasion, le secrétaire général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac, a déclaré que l'engagement de la COI en faveur de la santé publique est d'autant plus crucial que les questions sanitaires sont « un enjeu de développement et un défi de la mondialisation » auxquels, les îles de l'Indianocéanie, particulièrement vulnérables, doivent pouvoir répondre.

De son point de vue, la seule réponse efficace est collective.

« C'est ce que démontre le projet Veille sanitaire de la COI,qui structure le réseau SEGA One Health réunissant 250 professionnels en santé publique (épidémiologistes, médecins, vétérinaires, virologues, microbiologistes…), forme des épidémiologistes de terrain, facilite les moyens de riposte face aux urgences, équipe les laboratoires des pays membres, entre autres », a-t-il indiqué.

Le ministre mauricien de la Santé, Anil Gayan, a, lui, rappelé combien l'action régionale en santé publique contribuait au développement de la région.

Il a réitéré le plein engagement des autorités de santé de Maurice dans cet axe stratégique de la coopération régionale.

« Il est dommage que le monde soit mieux préparé à faire face à des conflits armés qu'aux risques sanitaires », a-t-il regretté, avant d'insister sur la plus-value de l'action concertée de la région face aux menaces sanitaires partagées.

Le ministre mauricien de l'Agro-industrie et de la sécurité alimentaire, Mahen Seeruttun, a évoqué les liens tissés entre les services vétérinaires et ceux de santé humaine dans le cadre du projet, soulignant que « 75 pc des maladies émergentes et 60 pc des maladies infectieuses chez l'homme sont d'origine animale.

Selon lui, cette approche globale de la santé contribue à renforcer les systèmes d'alerte et de gestion des risques sanitaires.

Pour sa part, Matthieu Discour, chef du projet Veille sanitaire de la COI, a indiqué que ce projet répondait bien aux besoins des pays de

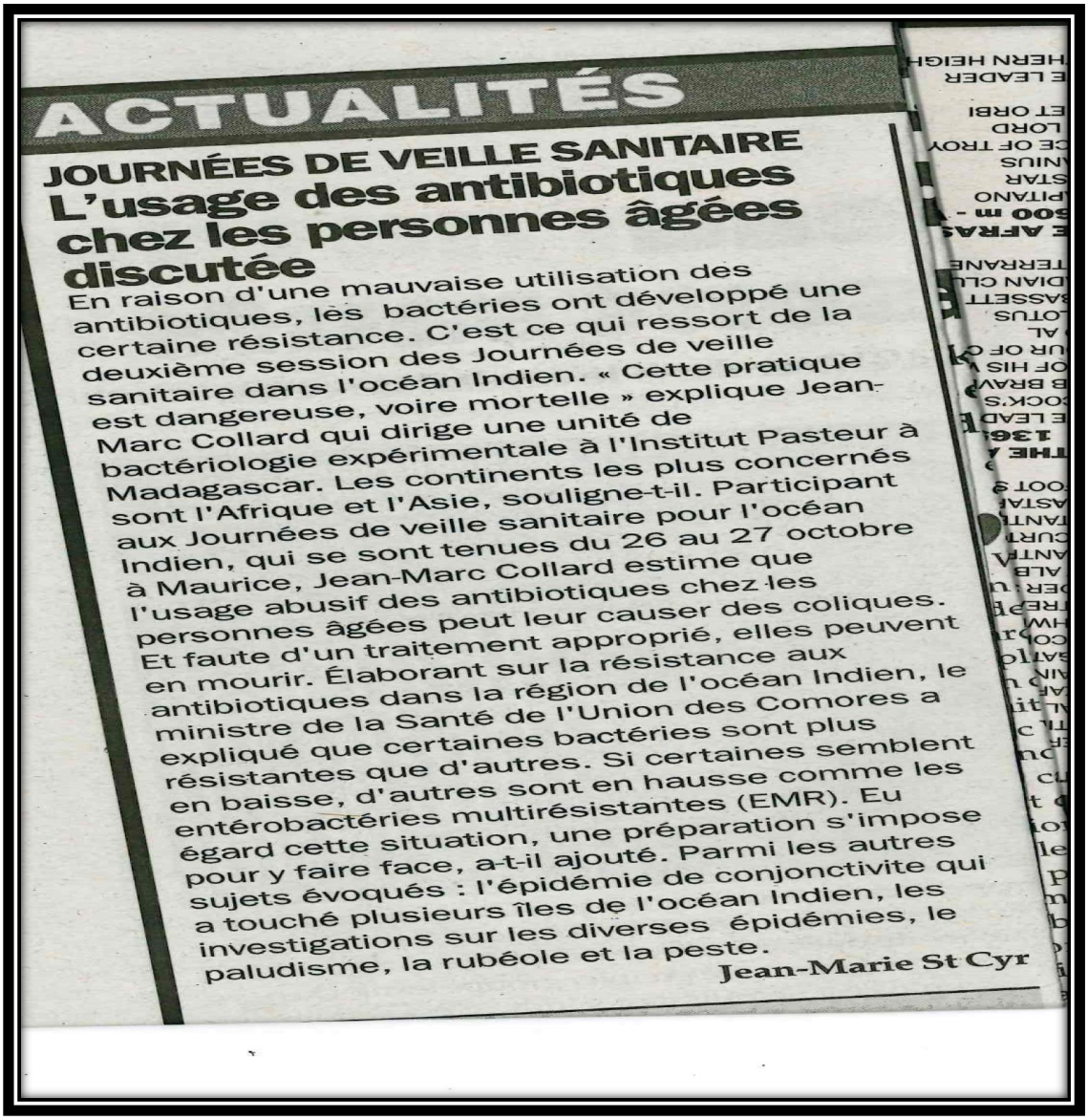
l'Indianocéanie et permet aux Etats d'améliorer les capacités de surveillance, d'alerte et de riposte.

Cette 3ème journée de Veille sanitaire dans l'océan Indien a été marquée par la remise de certificats à neuf épidémiologistes de terrain formés durant deux ans par l'Unité de veille sanitaire de la COI.

D'ici la fin du projet en 2017, ce sont 25 épidémiologistes de terrain qui seront formés pour la région

http://afrique360.com/2015/10/28/les-professionnels-de-la-sante-publique-de-locean-indien-en-reunion-a-maurice_166051.html

Le Defiquotidien du 28/10/20154



ACTUALITÉS

JOURNÉES DE VEILLE SANITAIRE

L'usage des antibiotiques chez les personnes âgées discutée

En raison d'une mauvaise utilisation des antibiotiques, les bactéries ont développé une certaine résistance. C'est ce qui ressort de la deuxième session des Journées de veille sanitaire dans l'océan Indien. « Cette pratique est dangereuse, voire mortelle » explique Jean-Marc Collard qui dirige une unité de bactériologie expérimentale à l'Institut Pasteur à Madagascar. Les continents les plus concernés sont l'Afrique et l'Asie, souligne-t-il. Participant aux Journées de veille sanitaire pour l'océan Indien, qui se sont tenues du 26 au 27 octobre à Maurice, Jean-Marc Collard estime que l'usage abusif des antibiotiques chez les personnes âgées peut leur causer des coliques. Et faute d'un traitement approprié, elles peuvent en mourir. Élaborant sur la résistance aux antibiotiques dans la région de l'océan Indien, le ministre de la Santé de l'Union des Comores a expliqué que certaines bactéries sont plus résistantes que d'autres. Si certaines semblent en baisse, d'autres sont en hausse comme les entérobactéries multirésistantes (EMR). Eu égard cette situation, une préparation s'impose pour y faire face, a-t-il ajouté. Parmi les autres sujets évoqués : l'épidémie de conjonctivite qui a touché plusieurs îles de l'océan Indien, les investigations sur les diverses épidémies, le paludisme, la rubéole et la peste.

Jean-Marie St Cyr

Al-watwan
Le premier journal des Comores

29/10/2015

Veilles sanitaire de l'Océan indien «Sans une santé à toute épreuve, il n'y aura pas de santé économique»

La troisième édition des «Journées de la veille sanitaire dans l'Océan Indien» se déroule du 26 au 29 octobre à Maurice. Organisées par l'unité de veille sanitaire de la Commission de l'Océan indien (Coi), en partenariat avec l'Agence française de développement (Afd), elles ont pour objet d'améliorer les mécanismes de surveillance, d'alerte et de riposte face aux maladies, notamment celles transmises par les insectes.

Pour l'ambassadeur de France à Maurice, Laurent Garnier, le changement climatique devrait avoir des effets sur l'épidémiologie de nombreuses maladies et affections avec des effets différents selon les régions du monde. *«Les îles de l'Océan indien sont particulièrement vulnérables aux conséquences prévisibles du changement climatique tant en termes climatique, économique, alimentaire que sanitaire»* a-t-il déclaré.

De son coté, le ministre mauricien de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire a salué les liens tissés entre les services vétérinaires et ceux de santé humaine dans le cadre du projet veille sanitaire. Selon lui, 75% des maladies émergentes et 60% des infections chez l'homme sont d'origine animale. *«Les maladies animales peuvent avoir des conséquences graves pour l'élevage, la sécurité alimentaire, la biodiversité et l'activité économique»* a-t-il souligné.

Son homologue de la santé, Anil Gayan, s'est dit choqué d'appendre que les maladies qui touchent les hommes et les animaux représentaient une perte pour les économies et impactent sur la productivité des pays. *«Sans une santé à toute épreuve, il n'y aura pas de santé économique,»* a-t-il ajouté.

Mm



actualité | générale

le mauricien

VEILLE SANITAIRE | Jean-Claude de l'Estrac :

« Les questions sanitaires sont un enjeu de développement »

Une centaine d'épidémiologistes, médecins, vétérinaires, virologues, microbiologistes et représentants des institutions de santé, dont l'Organisation mondiale de la Santé, participent depuis lundi à la 3e édition des journées de la veille sanitaire dans l'océan Indien, organisée par la Commission de l'océan Indien (COI) avec le soutien de l'Agence française de développement. Ces journées prennent fin jeudi.

« *L'engagement de la COI en faveur de la santé publique est d'autant plus crucial que les questions sanitaires sont un enjeu de développement et un défi de la mondialisation auxquels les îles de l'Indianocéanie, particulièrement vulnérables, doivent pouvoir répondre* », a affirmé Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI. De son point de vue, la seule réponse efficace est collective. C'est ce que démontre le projet de veille sanitaire de la COI, qui structure le réseau SEGA One Health, réunissant 250 professionnels en santé publique (épidémiologistes, médecins, vétérinaires, virologues, microbiologistes..), forme des épidémiologistes de terrain, facilite les moyens de riposte face aux urgences et équipe les laboratoires des pays membres, entre autres.

Pour sa part, le ministre de la Santé, Anil Gayan, a réitéré le plein engagement des autorités mauriciennes dans cet axe stratégique de la coopération régionale. « *Il est dommage que le monde soit mieux préparé à faire face à des conflits armés qu'aux risques sanitaires* », a-t-il regretté, avant d'insister sur la plus-value de l'action concertée de la région face aux menaces sanitaires partagées. Mahen Seeruttun, ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, a salué, lui, le lien tissé entre les services vétérinaires et ceux de santé humaine dans le cadre du projet. Et pour cause : 75% des maladies émergentes et 60% des maladies infectieuses chez l'homme sont d'origine animale. Cette approche globale de la santé, a-t-il dit, contribue à renforcer nos systèmes d'alerte et de gestion des risques sanitaires.

Les menaces sanitaires se multiplient, notamment du fait « *des changements climatiques* », a remarqué l'ambassadeur de France. Aussi, il semble crucial d'intégrer à cette mobilisation régionale l'impact des changements climatiques et des risques naturels dans le domaine de la santé.

Pour Matthieu Discour, le projet de veille sanitaire de la COI, et avant lui le projet de Surveillance et d'investigation des épidémies (RSIE – 2009 à 2013), également financé par l'AFD, répond bien aux besoins des pays de l'Indianocéanie et a permis aux États d'améliorer les capacités de surveillance, d'alerte et de riposte. En outre, il a indiqué l'intérêt de l'AFD à approfondir son partenariat avec la COI en matière de santé à travers un futur projet qui intégrerait, d'ici 2017, santé, recherche scientifique et innovation, gestion des risques naturels, changements climatiques et réponses en situation d'urgence.

La cérémonie d'ouverture des troisièmes journées de la veille sanitaire dans l'océan Indien lundi a été marquée par la remise de certificats à neuf épidémiologistes de terrain formés durant deux ans par l'Unité de veille sanitaire de la COI. D'ici la fin du projet, en 2017, ce sont 25 épidémiologistes de terrain qui seront formés pour la région.

DomTom News

3èmes Journées de la veille sanitaire dans l'océan Indien…….. Pour plus d'info clique sur le lien

http://www.domtomnews.com/3emes-Journees-de-la-veille.html#.VjL0YDahemR

Alvinet

3èmes Journées de la veille sanitaire dans l'océan Indien



La troisième édition des journées de la Veille sanitaire dans l'océan Indien, organisée par la Commission de l'océan Indien avec le soutien de l'Agence...

http://www.alvinet.com/similaires/3emes-journees-veille-sanitaire-ocean-indien/28118444



3èmes Journées de la veille sanitaire dans l'océan Indien

28.10.2015
La troisième édition des journées de la Veille sanitaire dans l'océan Indien, organisée par la Commission de l'océan Indien avec le soutien de l'Agence française de développement, a été officiellement ouverte lundi dernier par Anil Gayan, ministre de la Santé et de la Qualité de la vie de Maurice. - Océan Indien

http://www.direktbroker.de/news/international-3-mes-journ-es-de-la-veille-sanitaire-dans-l-oc-an-indien-46629300

Pour plus d'information cliquez les liens ci-dessous

http://www.lemauricien.com/article/veille-sanitaire-les-questions-sanitaires-sont-enjeu-developpement-selon-jean-claude-lestrac

http://www.habarizacomores.net/veille-sanitaire-les-questions-sanitaires-sont-un-enjeu-de-developpement-selon-jean-claude-de-lestrac/

http://www.afropages.fr/Le-Mauricien/veille-sanitaire-les-questions-sanitaires-sont-un-enjeu-de-developpement-selon-jean-claude-de-l-estrac

http://www.clicanoo.re/497250-la-veille-sanitaire-un-enjeu-de-developpement.html